

Évaluation rapide des marchés dans la ville de Bukavu entre le 19 et le 21 février 2025

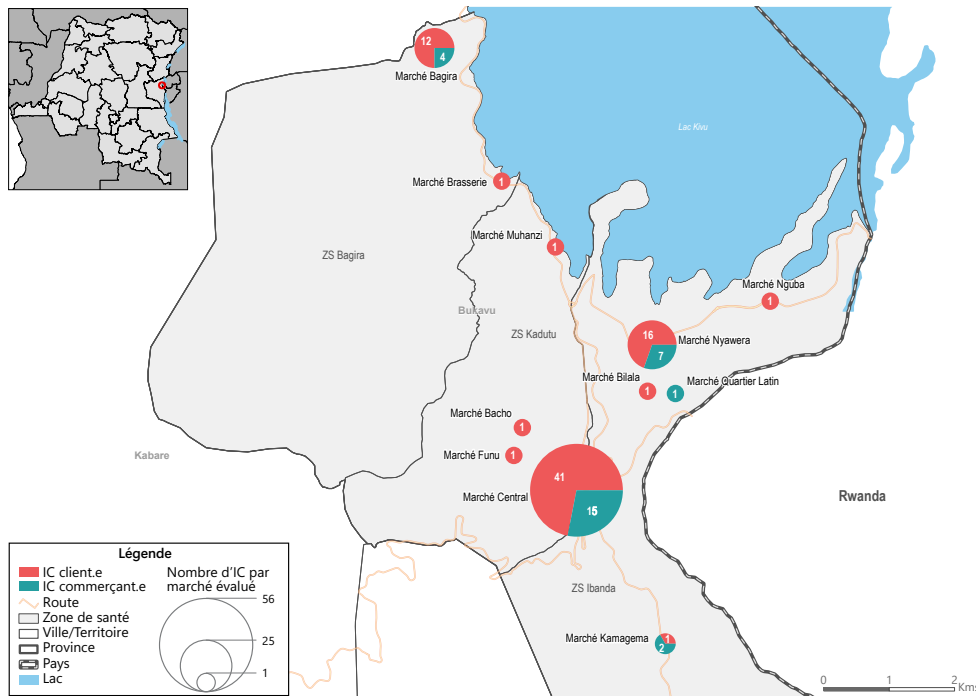
ÉVALUATION RAPIDE

Février 2025 | RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Contexte

Depuis le début de l'année, à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), le Sud-Kivu a connu une détérioration sans précédent de sa situation sécuritaire déjà fragile¹. Les prises successives de villes de Minova et Goma par un groupe armé ont été suivies par l'avancée de ce groupe dans la province du Sud-Kivu avec la prise de Kalehe centre le 12 février, ville carrefour entre les routes reliant Bukavu à d'autres parties de la province, accentuant les pressions déjà existantes sur la ville. Cette pression a atteint son point culminant avec la prise de la ville de Bukavu au cours du week-end du 16 février. Dans ce contexte, il était essentiel d'évaluer l'impact de cette crise sur les marchés locaux. Cette analyse rapide visait à suivre l'évolution des prix des produits essentiels dans la ville de Bukavu et ses environs et à fournir une mise à jour des indicateurs économiques dans un environnement marqué par l'interruption des circuits d'approvisionnement et la vulnérabilité accrue des populations.

Couverture des marchés



¹ OCHA. 19 janvier 2025. Situation humanitaire dans la province du Sud-Kivu.



11
marchés
évalués



9
articles
suivis



29
commerçant.e.s
interrogé.e.s



81
client.e.s
interrogé.e.s

MESSAGES CLÉS

- Les commerçant.e.s et client.e.s ont majoritairement rapporté une **hausse des prix des produits de base** depuis début février. La hausse des prix pratiqués par les fournisseurs et les **problèmes liés à l'approvisionnement** étaient les raisons les plus citées pour expliquer cette hausse.
- Les **haricots, l'huile de palme, la farine de maïs et le combustible** étaient les produits pour lesquels les commerçant.e.s ont rapporté d'importantes difficultés pour se réapprovisionner. Les **craintes de pénurie** exprimées par les répondant.e.s sur ces produits étaient également élevées.
- Une **détérioration de l'accès aux services financiers** depuis début février a été rapportée par les répondant.e.s, avec notamment la **fermeture de certains centres de distribution** de liquidités. Cette crise de la liquidité semble avoir eu un effet sur le **taux de change** semblant instable sur la période, réduisant encore le pouvoir d'achat des ménages.
- Face à la hausse des prix, les client.e.s ont eu tendance à **réduire les quantités achetées sur les produits de base**, qui cumulée à une **baisse de la fréquentation**, a pu mener à des pertes d'opportunités pour les commerçant.e.s.
- L'**accès physique et sécuritaire aux marchés évalués** était limité du fait de l'insécurité. De nombreux incidents survenus depuis le 12 février, comme des vols de biens, semblent avoir pénalisé l'activité économique de la ville.

Méthodologie

Cette analyse rapide des marchés a été mise en place à distance par REACH afin d'évaluer l'évolution des prix des produits essentiels alimentaires et non-alimentaires dans les marchés de Bukavu, dans un contexte marqué par la détérioration de la situation sécuritaire suivie par l'occupation de la ville par un groupe armé. Inspirée de la méthodologie existante de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM/JMMI), elle repose sur un questionnaire ciblant un nombre restreint de produits alimentaires et non-alimentaires composant le panier de dépenses minimum de survie (SMEB)¹. Compte tenu des contraintes sécuritaires, la collecte de données a été réalisée à distance entre le 19 et le 21 février 2025, via des entretiens téléphoniques menés auprès d'informateurs clés (IC) commerçant.e.s et client.e.s. Une liste de contacts préétablie a été utilisée, complétée par un échantillonnage en boule de neige. Les données ont été recueillies auprès de 29 commerçant.e.s de 5 marchés différents de la ville de Bukavu et auprès de 81 client.e.s de 10 marchés. Cette évaluation fournit un aperçu de l'évolution des prix pour un ensemble de produits pré-identifiés, tout en explorant les tendances de fréquentation des marchés, les dynamiques d'approvisionnement et l'impact du contexte sécuritaire sur ces évolutions.

Limites de cette évaluation

- Au regard de la méthodologie, les résultats ne doivent être considérés qu'à titre indicatif, tels que rapportés par les commerçant.e.s et client.e.s des marchés interrogé.e.s et ne portent que sur un panel restreint d'articles. Ils ne peuvent donc pas être généralisés à l'ensemble de la ville de Bukavu.
- Les résultats décrivent la situation du 19 février au 21 février 2025, et sont susceptibles de changer rapidement du fait des répercussions à plus long terme sur les dynamiques économiques globales des marchés de la ville.
- Les commerçant.e.s et les client.e.s des marchés évalués ont été invité.e.s à partager par téléphone les prix auxquels certains articles se vendaient plus tôt dans le mois, ce qui est susceptible d'entraîner des imprécisions.

¹ Pour davantage d'informations sur la composition du SMEB et du MEB, veuillez consulter [le guide](#) réalisé par le Cash Working Group (CWG).

Profile des commerçant.e.s

 12 femmes

 17 hommes

Âge moyen* : 40 ans

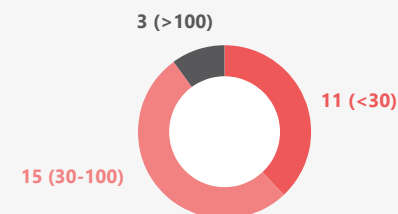
Période à laquelle les commerçant.e.s ont ouvert pour la dernière fois leur commerce :

12 au 15 février : 15/29

16 au 19 février : 5/29

20 au 21 février : 9/29

Nombre de client.e.s quotidiens rapporté par les commerçant.e.s interrogé.e.s :



Profile des client.e.s

 40 femmes

 41 hommes

Âge moyen** : 35 ans

Statut de déplacement :

Membre de la communauté : 75/81

Personne déplacée interne : 6/81

Fonction des client.e.s les plus rapportés : Période à laquelle les client.e.s se sont rendu.e.s pour la dernière fois au marché :

Fonction publique : 25/81

Agriculteur : 12/81

Sans emploi : 9/81

13 au 15 février : 20/81

16 au 19 février : 48/81

20 au 21 février : 13/81

Fréquence à laquelle les client.e.s se rendent généralement au marché :

- Une fois par semaine : 6/81

- Deux fois par semaine : 22/81

- Entre trois et quatre fois par semaine : 27/81

- Entre quatre et cinq fois par semaine : 15/81

- Tous les jours : 11/81

47% des client.e.s ont indiqué ne pas avoir fréquenté les marchés depuis leur dernière visite car le niveau d'insécurité dans la ville était considéré trop important pour s'y rendre

* Moyenne calculée sur échantillon de 25 répondant.e.s ayant rapporté leur âge

** Moyenne calculée sur échantillon de 67 répondant.e.s ayant rapporté leur âge

Évolution des prix

Depuis le début de l'année, les marchés de Bukavu ont connu de fortes variations de prix, notamment expliquées par l'instabilité du taux de change et la détérioration du contexte sécuritaire¹. **Une hausse globale des produits de base** évalués a été relevée par les commerçant.e.s et les client.e.s interrogé.e.s. En effet, comme présenté dans le *Tableau 1*, la quasi-totalité des client.e.s interrogé.e.s ont rapporté une hausse des prix pour presque tous les produits qu'ils ont acheté lors de leur dernière visite au marché, par rapport à début février. Il semblerait également que ces hausses soient d'autant plus importantes pour les **produits alimentaires** évalués.

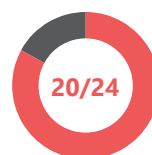
En outre, les commerçant.e.s interrogé.e.s ont également rapporté de telles hausses, tant sur les produits alimentaires que sur les produits d'eau, hygiène, assainissement (EHA) et le combustible. Selon les répondant.e.s, ces hausses de prix seraient notamment attribuables aux **prix pratiqués par les fournisseurs et à des problèmes liés au réapprovisionnement**, avec des légères variations selon le type de produits considérés (*Tableau 2*).

Tableau 2 : 3 raisons les plus fréquemment rapportées par les commerçant.e.s ayant rapporté une hausse des prix des produits par rapport à début février depuis la dernière ouverture de leur commerce, par type d'article : *(Plusieurs réponses possibles, réponses rapportées en nombre de répondant.e.s)*

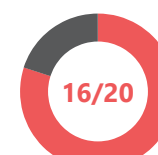
Rang	Articles alimentaires (N=20)		Articles EHA/combustible (N=24)	
1	Hausse des prix fournisseurs	12	Hausse des prix fournisseurs	12
2	Insécurité rendant l'approvisionnement plus difficile	11	Hausse des coûts de transport	9
3	Difficultés des commerçants à reconstituer leurs stocks	6	Hausse du taux de change / Insécurité rendant l'approvisionnement plus difficile	5

Tableau 1 : Tendance des prix entre début février et depuis la dernière visite des client.e.s au marché (après le 12 février)

	Farine de maïs	Farine de manioc	Haricots	Huile	Sel	Savon barre	Lessive poudre	Bandes hygiéniques	Combustible
Baisse importante - 25% ou plus du prix	2% (1)								
Légère baisse - moins de 25% du prix									
Pas de changement	4% (2)	14% (6)	5% (2)	8% (4)	12% (5)	11% (6)	12% (3)	25% (2)	2% (1)
Légère hausse - moins de 10% du prix	25% (14)	32% (14)	28% (11)	22% (11)	38% (16)	35% (19)	38% (10)	38% (3)	4% (2)
Hausse moyenne - entre 10% et 24%	20% (11)	16% (7)	23% (9)	31% (15)	26% (11)	18% (10)	23% (6)	25% (2)	25% (14)
Hausse relativement importante, entre 25% et 49%	33% (18)	27% (12)	33% (13)	22% (11)	19% (8)	18% (10)	27% (7)		35% (19)
Hausse importante des prix, entre 50% et 99%	16% (9)	9% (4)	13% (5)	14% (7)	5% (2)	16% (9)			33% (18)
Les prix ont été multipliés par deux (+100%)		2% (1)		2% (1)		2% (1)			2% (1)
Les prix ont été multipliés par trois ou plus (200% et +)									
Ne sait pas								13% (1)	
Nombre d'observations (N)	55	44	40	49	42	55	26	8	55



des commerçant.e.s interrogé.e.s vendant des produits alimentaires ont rapporté que les prix de ces produits avaient augmenté lors de la dernière ouverture de leur commerce, par rapport à début février.



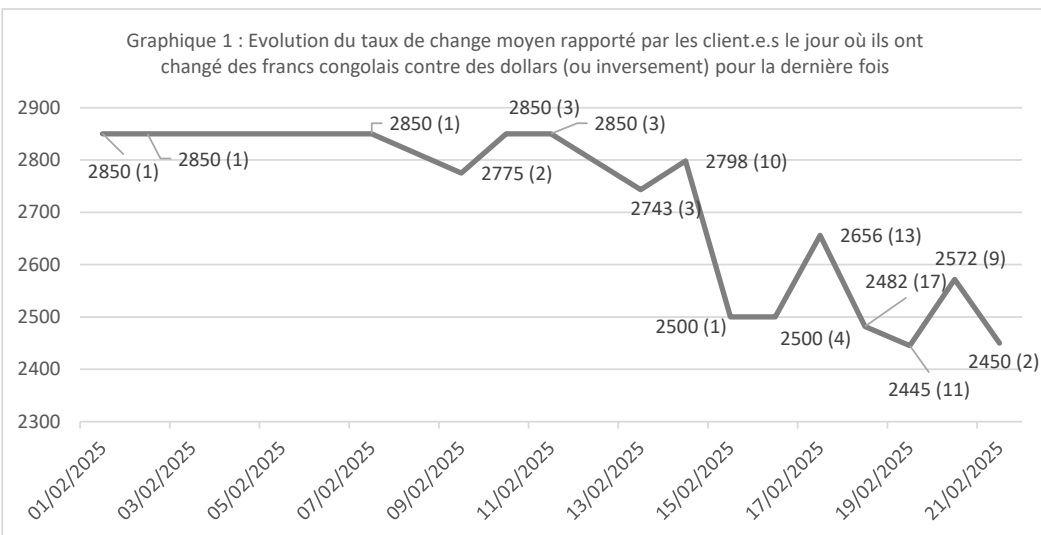
des commerçant.e.s interrogé.e.s vendant des produits EHA/combustible ont rapporté que les prix de ces produits avaient augmenté lors de la dernière ouverture de leur commerce, par rapport à début février.

¹ DW, 04 février 2025. [L'économie à Bukavu affectée par la situation sécuritaire.](#)

Taux de change

Le **taux de change a été instable sur la période**. En effet, d'après les client.e.s interrogé.e.s, le nombre de francs congolais demandés pour 1 dollar aurait eu tendance à diminuer sur la période, mais avec des variations importantes selon les jours considérés, comme le montre le *Graphique 1*¹, présentant à la fois la valeur moyenne du taux de change rapporté et le nombre de répondant.e.s entre parenthèses. Les tendances principales suggèreraient que le taux a particulièrement baissé depuis le 14 février, date à laquelle le groupe armé a occupé l'aéroport de Bukavu².

Du côté des commerçant.e.s, le taux de change rapporté a également fortement varié sur la période passant d'une moyenne de 2'783 francs congolais (FC) pour 1 dollar (basé sur le rapportage de 4 commerçant.e.s) le 14 février à 2'550 FC pour 1 dollar (2 commerçant.e.s) le 17 février avant d'osciller entre 2'550 et 2'450 FC entre le 19 et le 21 février (16 commerçants). **Ces variations du taux de change semblent s'être accentuées sur la période bien que préexistantes**³, pénalisant encore davantage le pouvoir d'achat des ménages et les activités commerciales de la ville. Tout comme à Goma, la **crise de liquidités en francs congolais** qui touche la ville serait une des raisons expliquant des taux parfois très élevés pratiqués par les vendeurs, selon un média local⁴.



1 Le taux de change a été extrapolé pour les dates pour lesquelles aucun.e client.e interrogé.e n'avait changé de l'argent.

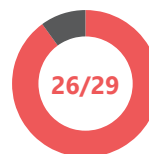
2 Le Figaro. 14 février 2025. [RDC: le M23 s'empare de l'aéroport de Bukavu, l'Union Africaine appelle à un cessez-le-feu.](#)

3 Watchdog Media. 30 janvier 2025. [Bukavu : le taux de change du Franc Congolais inquiète.](#)

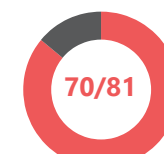
4 Jambo RDC. 19 février 2025. [Bukavu : un taux de change incertain sur le marché dans la ville.](#)

Accès aux liquidités

La crise actuelle a profondément perturbé l'accès aux liquidités dans la ville de Bukavu. **La quasi-totalité des répondant.e.s ont rapporté une détérioration de l'accès aux services financiers** depuis début février. En outre, **46%** des client.e.s et **16/29** commerçant.e.s interrogé.e.s ont déclaré **avoir fait face à des barrières (physiques, financières, etc) pour accéder à de l'argent liquide** depuis le 12 février. Concernant les barrières physiques rencontrées par les répondant.e.s, la **fermeture des centres de distribution de liquidités** (notamment les banques) a été la barrière la plus fréquemment citée par les répondant.e.s. Toutefois, les barrières d'accès rapporté.e.s ont pu différer selon le type de répondant.e.s (*Tableau 3*). Concernant les barrières financières, la majorité des répondant.e.s ont rapporté qu'il leur était **impossible d'obtenir suffisamment de devises ou d'argent liquide lors du retrait** (14/16 commerçant.e.s et 24/37 client.e.s), alors que 3/16 commerçant.e.s et 13/37 client.e.s rapportaient que le transport vers les centres de distribution d'argent était trop coûteux. En outre, certains client.e.s (8/37) ont également mentionné que leurs comptes n'avaient pas assez de liquidités en raison d'un manque de travail.



des commerçant.e.s interrogé.e.s ont rapporté que l'accès aux services financiers s'était détérioré depuis début février.



des client.e.s interrogé.e.s ont rapporté que l'accès aux services financiers s'était détérioré depuis début février.

Tableau 3 : 3 barrières physiques les plus fréquemment rapportées par les répondant.e.s ayant rapporté avoir fait face à des difficultés pour accéder à de l'argent liquide depuis le 12 février : (*Plusieurs réponses possibles, réponses rapportées en nombre de répondant.e.s*)

Rang	Commerçant.e.s (N=16)	Client.e.s (N=37)
1	Fermeture des centres de distribution 14	Fermeture des centres de distribution 22
2	Manque de liquidités ou limites de retrait dans les distributeurs 8	Heures d'ouverture des centres de distribution réduites 12
3	Insécurité pour se rendre aux centres de distribution 6	Manque de liquidités ou limites de retrait dans les distributeurs 11

Changements d'habitudes d'achat et fréquentation des marchés

54% des client.e.s interrogé.e.s ayant rapporté une hausse des prix des produits de base (42/78) ont déclaré avoir dû **changer leurs habitudes d'achat** du fait de cette hausse de prix. En particulier, **50% de ces derniers (21/42) ont rapporté avoir réduit les quantités achetées pour les articles de base évalués**, alors que 38% ont rapporté avoir réduit des quantités achetées pour d'autres articles (comme par exemple la viande, les crédits de communication, etc). Toutefois, il semble que **ces tendances ne soient pas homogènes**, avec également 38% des client.e.s ayant rapporté avoir augmenté les quantités achetées pour les articles de base évalués. Si aucune raison spécifique n'a été apportée lors de l'évaluation, une hypothèse pour expliquer cette évolution serait que les client.e.s aient constitué des stocks au vu du contexte sécuritaire, et pour prévenir d'autres hausses de prix. Cet élément resterait toutefois à investiguer.

Par ailleurs, **16% des client.e.s interrogé.e.s (13/81) ont rapporté avoir dû changer de lieu pour faire leurs achats**. L'**insécurité (7/13)**, les options de transport limitées ou encore le manque de moyens pour payer le transport pour se rendre au marché (5/13) étaient les raisons principales rapportées pour expliquer ces changements. En particulier, tous les client.e.s concerné.e.s ont rapporté s'être tourné.e.s vers des **petits commerces ou boutiques de proximité**, alors que 3/13 avaient mentionné avoir changé de marché.

Ces changements doivent être mis en parallèle avec la **baisse de la fréquentation des marchés évalués depuis le 12 février rapportée par 73%** des client.e.s (43/59) et **23/29** commerçant.e.s interrogé.e.s. Comme présenté dans le *Tableau 4*, la **hausse des prix des produits** était la raison principale citée par les commerçant.e.s. et les client.e.s (43/59 client.e.s et 22/23 commerçant.e.s) pour expliquer la baisse de la fréquentation des marchés. En outre, la disponibilité limitée des produits a également été citée comme facteur limitant par 15/59 client.e.s et 8/23 commerçant.e.s.

Enfin, une large majorité des répondant.e.s (**86%** des client.e.s et **25/29** commerçant.e.s) ont rapporté la **fermeture de certains commerces depuis le 12 février** sur leur marché ou le marché qu'ils fréquentent le plus souvent. **Le nombre de commerces concernés variait selon le type de répondant.e.s**, avec des commerçant.e.s ayant tendance à rapporter un nombre plus élevé que les client.e.s interrogé.e.s.

Tableau 4 : 3 raisons les plus rapportées par les répondant.e.s pour expliquer la baisse de la fréquentation sur les marchés depuis le 12 février : *(Plusieurs réponses possibles, réponses rapportées en nombre de répondant.e.s)*

Rang	Raisons	Commerçant.e.s (N=23)	Client.e.s (N=59)
1	Hausse des prix des produits	22	43
2	Insécurité pour se rendre sur le marché	9	32
3	Barrières financières	8	22

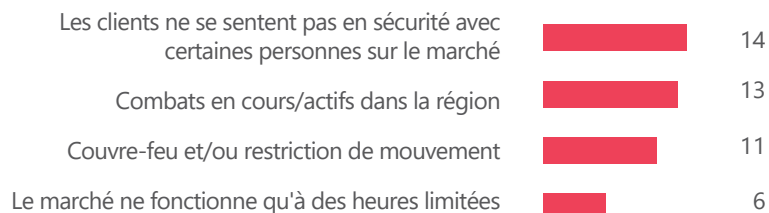
Tableau 5 : Estimation sur les fermetures des commerces du marché depuis le 12 février : *(Réponses rapportées en nombre de répondant.e.s)*

Raisons	Commerçant.e.s (N=23)	Client.e.s (N=70)
Moins de 25% des commerces	2	7
Au moins un quart mais moins de la moitié des commerces (25% à 49%)	8	32
Au moins la moitié mais moins de trois quarts des commerces (entre 50% et 74%)	11	17
Plus des trois quarts des commerces (plus de 75%)	4	14

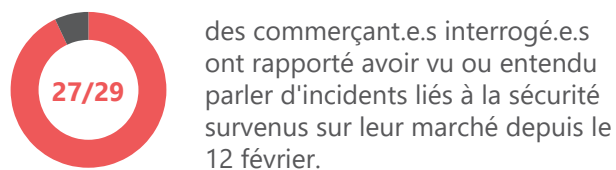
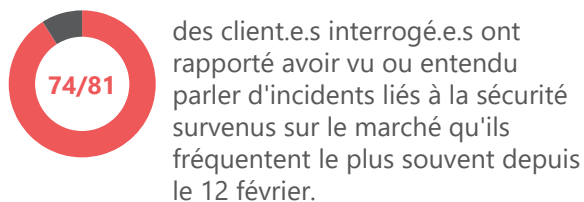
Accessibilité physique et sécuritaire des marchés

L'accès aux marchés évalués semble avoir été perturbé depuis le 12 février. En effet, seul 4 commerçant.e.s sur 29 interrogé.e.s ont rapporté l'absence d'obstacles physiques limitant l'accès des commerçant.e.s et des client.e.s à leur marché. Parmi les trois raisons principales citées par les commerçant.e.s, toutes avaient trait à l'insécurité. Ces résultats concordent avec la perception des clients, puisque 47% des client.e.s interrogé.e.s ont indiqué ne pas avoir fréquenté les marchés depuis leur dernière visite car le niveau d'insécurité dans la ville était considéré trop important pour s'y rendre. Enfin, comme mentionné précédemment, certains d'entre eux ont également eu recours à des lieux alternatifs du fait de l'insécurité, comme des commerces de proximité.

Principales barrières limitant l'accès physique aux marchés évalués depuis le 12 février selon les commerçant.e.s interrogé.e.s : (Plusieurs réponses possibles, réponses présentées en nombre de répondants, N=29)



Enfin, la quasi-totalité des répondants a rapporté avoir vu ou entendu parler d'incidents liés à la sécurité sur leur marché ou celui qu'ils fréquentent le plus souvent. Les vols de biens étaient en particulier cités par tous les commerçant.e.s interrogé.e.s ayant rapporté avoir vu ou entendu parler d'incidents liés à la sécurité (27/27) et par 71/74 client.e.s. Ces vols de biens semblaient s'inscrire dans un contexte de violence généralisée, avec des pillages d'entrepôts relatés par certains médias¹². Les vols d'argent (14/27 commerçant.e.s et 42/74 client.e.s) et l'insécurité sur ou aux alentours des marchés (5/27 commerçant.e.s et 18/74 client.e.s) étaient autant d'éléments perturbant l'activité économique de la ville selon les répondant.e.s.



1 La Croix. 20 février 2025. [RD-Congo : saccagée, la ville de Bukavu panse ses plaies.](#)

2 UN news. 17 février 2025. [DR Congo crisis: WFP condemns looting in Bukavu after M23 rebels take key city.](#)

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Évaluation rapide des marchés de Goma et sa périphérie entre le 3 et le 5 février	Fiche d'information	
Fiche de tendance - MFS	Fiche d'information	Base de données
Décembre 2024	Fiche d'information	Base de données
Novembre 2024	Fiche d'information	Base de données
Octobre 2024	Fiche d'information	Base de données
Septembre 2024	Fiche d'information	Base de données